



Assemblée générale

Distr. générale
24 mars 2014
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Séminaire régional pour le Pacifique sur la mise en œuvre de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme : accélérer l'action, qui aura lieu à Nadi, dans l'île de Denarau (Fidji), du 21 au 23 mai 2014

Directives et règlement intérieur

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Lieu et dates du séminaire	2
III. Objet du séminaire	2
IV. Ordre du jour du séminaire	2
V. Organisation du séminaire	3
Annexe	
Règlement intérieur	5

** Deuxième nouveau tirage pour raisons techniques (3 avril 2014).



I. Introduction

1. À sa soixante-cinquième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution [65/119](#), a proclamé la période 2011-2020 troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et prié les États Membres de redoubler d'efforts pour continuer d'appliquer le plan d'action pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme ([A/56/61](#), annexe) et de coopérer avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux pour le mettre à jour, selon qu'il conviendra, et en faire la base du plan d'action pour la troisième Décennie.

2. À sa soixante-huitième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution [68/97](#), a approuvé le rapport du Comité spécial ([A/68/23](#)), y compris le programme de travail prévu pour 2014, et prié le Comité spécial de continuer à chercher les moyens appropriés d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration, et notamment d'organiser des séminaires, selon les besoins, afin de recueillir et de diffuser des informations sur les travaux du Comité spécial et de faciliter la participation des habitants des territoires non autonomes à ces séminaires.

II. Lieu et dates du séminaire

3. Le séminaire régional pour le Pacifique aura lieu à Nadi, dans l'île de Denarau (Fidji), du 21 au 23 mai 2014.

III. Objet du séminaire

4. Le séminaire a pour objet de permettre au Comité spécial de recueillir les points de vue des représentants des territoires non autonomes, d'experts, de membres de la société civile et d'autres parties prenantes au processus de décolonisation, qui pourraient l'aider à déterminer les politiques et les modalités pratiques susceptibles d'être retenues dans le processus de décolonisation des Nations Unies. Les débats prévus dans le cadre du séminaire permettront au Comité spécial d'analyser et d'évaluer, de façon réaliste et au cas par cas, la situation dans les territoires non autonomes ainsi que les moyens par lesquels le système des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale pourraient améliorer les programmes d'assistance aux territoires.

5. Les contributions des participants serviront de base aux débats que le Comité spécial tiendra à sa session de fond, qui aura lieu à New York en juin 2014, en vue de soumettre à l'Assemblée générale des propositions concernant la réalisation des objectifs de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

IV. Thème et ordre du jour du séminaire

6. Le séminaire a pour thème « Mise en œuvre de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme : accélérer l'action ». L'ordre du jour du séminaire est le suivant :

1. Rôle du Comité spécial, des puissances administrantes, des gouvernements territoriaux et des autres États Membres et parties prenantes concernées dans l'accélération de la décolonisation des territoires non autonomes, dans le cadre de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme :
 - a) Mise en place d'initiatives durables et de grande envergure en vue de parvenir à des actions efficaces dans des cas particuliers;
 - b) Encouragement à une participation constructive de toutes les parties concernées afin d'accélérer l'application intégrale du processus de décolonisation;
 - c) Recherche d'approches innovantes et créatives allant dans le sens, au cas par cas, des priorités fixées pour le processus de décolonisation.
2. Accélérer l'action : perspectives du Comité spécial, des puissances administrantes, des gouvernements territoriaux et des autres États Membres et parties prenantes concernés, et points de vue des experts et de la société civile :
 - a) Pour les territoires non autonomes de la région du Pacifique;
 - b) Pour les territoires non autonomes de la région des Caraïbes;
 - c) Pour les territoires non autonomes d'autres régions.
3. Rôle des organismes des Nations Unies dans la fourniture d'une aide au développement aux territoires non autonomes conformément à toutes les résolutions applicables de l'Organisation des Nations Unies : exposés du Programme des Nations Unies pour le développement et des commissions économiques régionales.
4. Accélérer l'action : recommandations visant à faire progresser le processus de décolonisation.

V. Organisation du séminaire

7. L'organisation du séminaire sera régie par les dispositions ci-après :
 - a) Le séminaire sera organisé par le Comité spécial, conformément au règlement intérieur figurant en annexe aux présentes directives;
 - b) Le séminaire sera dirigé par une délégation du Comité composée du Président, de son conseiller, des membres du Bureau et de quatre autres membres représentant les groupes régionaux retenus par le Comité;
 - c) Pourront y participer :
 - i) Des représentants des États membres;
 - ii) Des représentants du gouvernement du pays hôte;
 - iii) Des représentants des puissances administrantes;
 - iv) Des représentants des territoires non autonomes;

- v) Un représentant du Secrétaire général;
- vi) Des représentants des institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies concernés;
- vii) Des représentants des organisations établies dans la région et dans les territoires non autonomes;
- viii) Des spécialistes des territoires non autonomes.

Annexe

Règlement intérieur

Préambule

Le séminaire régional se tient conformément à la résolution 68/97 de l'Assemblée générale. L'organisation et le déroulement de ses travaux doivent suivre les principes directeurs énoncés dans le Règlement intérieur de l'Assemblée générale¹.

Article 1

Responsabilité de l'organisation du séminaire

Le séminaire est organisé par le Comité spécial et les débats sont dirigés par le Président du Comité, avec l'aide du Bureau du séminaire (voir l'alinéa a de l'article 2 ci-dessous).

Article 2

Bureau

a) Le Président nomme deux vice-présidents et un rapporteur parmi les membres participants du Comité spécial. Il confie des responsabilités précises aux vice-présidents et au rapporteur, qui constituent le Bureau du séminaire.

b) Le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance du séminaire, dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole aux participants, pose des questions et annonce les décisions.

c) Si le Président est empêché pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par l'un des vice-présidents.

Article 3

Secrétariat

a) Le secrétariat du Comité spécial assure la gestion du séminaire.

b) Le secrétariat prend toutes les dispositions nécessaires concernant l'organisation du séminaire.

Article 4

Langues

Les langues de travail du séminaire sont l'anglais, l'espagnol et le français.

¹ A/520/Rev.17.

Article 5

Conduite des débats

a) Les décisions sont, en règle générale, prises par consensus. Si un vote est nécessaire, seuls les représentants du Comité spécial présents au séminaire peuvent voter.

b) Toute question de procédure relative à la conduite des débats non prévue par le présent règlement intérieur est tranchée par le Président, en consultation avec le Bureau du séminaire.

Article 6

Participation au séminaire

La participation au séminaire est limitée aux personnes auxquelles le Président du Comité spécial a adressé une invitation officielle, conformément à la décision pertinente de l'Assemblée générale² et dont le nom figure sur la liste officielle des participants établie par le Président.

Article 7

Débats et diffusion d'informations concernant le séminaire

a) Les séances du séminaire sont publiques, à moins que le Président ne décide que des circonstances exceptionnelles exigent qu'une séance soit privée.

b) Les déclarations aux médias sont faites par le Président. Le Département de l'information du Secrétariat est chargé de diffuser les informations sur le séminaire et notamment de publier des communiqués de presse sur les séances publiques.

c) Les organisations participantes sont représentées par la personne invitée (voir art. 6 ci-dessus), qui peut faire une déclaration générale sur des questions relevant du mandat du Comité et concernant les territoires examinés dans le cadre du séminaire.

d) Le Président peut limiter le temps de parole des orateurs.

e) Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'assentiment des participants, déclarer la liste des orateurs close. Lorsqu'il n'y a pas d'orateur, le Président déclare, avec l'assentiment des participants, que le débat est clos.

Article 8

Enregistrement des séances

Il est établi des enregistrements sonores des débats, qui seront conservés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la pratique établie.

² Voir A/56/61, annexe, par. 22 c).

Article 9

Rapport

Le Rapporteur élabore le projet de rapport du séminaire. Les membres du Comité spécial participant au séminaire soumettent au Comité des conclusions et recommandations pour examen à sa session de fond.
